



## Communiqué de presse : Négociation salariale et suppression d'emploi en Haute-Vienne.

Des négociations indemnitaires se sont engagées à la direction générale des finances publiques (DGFIP) depuis l'automne. Réclamées depuis 2 ans par les 4 organisations syndicales représentatives, elles se déroulent non pas entre le seul directeur général et les organisations syndicales, mais bien entre la DGFIP et nous, ses 94 000 agents ! Nous, sommes de plus en plus éprouvés par les conditions d'exercice de nos missions. Nous sommes fatigués des réformes brutales subies ces dernières années. Nous sommes accablés par la stagnation de nos rémunérations.

En 10 ans, en moyenne, 2 000 emplois ont été supprimés par an ! Ce sont donc 20 000 suppressions d'emplois que, les 94 000 agents restants supportons en maintenant la DGFIP debout cela sans aucune revalorisation de notre régime indemnitaire ! Depuis 2008, environ 3 milliards ont été économisés sur notre dos.

Depuis 2011 en Haute-Vienne c'est 185 suppressions d'emplois. Cette année encore 9 emplois seront supprimés, personne n'est épargné Limoges, Saint-Junien ou encore Bessines et cela sans aucun motif légitime. Alors même qu'en 2023, la directrice nous avait assuré que la stabilité des emplois dans les services de gestion comptable était sa priorité Tous les services sont déjà à bout de souffle.

Récemment, 180 € et 200 €/mois ont été respectivement octroyés à nos collègues de la Santé et de l'Intérieur. De même, lors de leurs négociations respectives, nos collègues douaniers ont obtenu en moyenne 110 €/mois, et 60 €/mois pour ceux de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Les réformes structurelles et fonctionnelles s'enchaînent et s'accroissent depuis de nombreuses années (de la fusion DGI/DGCP au nouveau réseau de proximité (NRP), en passant par la Loi de Transformation de la Fonction Publique), s'ajoutant à diverses « solutions » informatiques comme récemment gérer mes biens immobiliers, qui a été une campagne désastreuse. Pour laquelle tous les services

ont été impactés, avec un flux à l'accueil du service des impôts des particuliers à Limoges, ou Saint-Junien, jusqu'ici jamais vu. Les services de gestion comptables, comme à Bellac, ont aussi dû répondre à ce besoin, alors même que le service des particuliers a été fermé avec le NRP en 2021.

Le Nouveau Réseau de Proximité (NRP) a non seulement contribué à supprimer des emplois mais aussi engendrer une rupture d'égalité dans l'accès au service public. A cela s'ajoute une dématérialisation à outrance, excluant de facto les plus fragiles. Le NRP a donc créé une fracture territoriale, numérique, économique et sociale dont les victimes toutes désignées sont les usagers.

Malgré nos mobilisations, nos alertes et nos oppositions, nous subissons les suppressions d'emplois, les suppressions de postes, la casse de nos missions, du réseau, la destruction de leurs droits et garanties dégradant nos conditions de travail et la qualité de nos missions.

Or, n'oublions pas que de l'argent il y en a : quand il s'est agi d'augmenter les hauts fonctionnaires, il a été possible de leur assurer un gain indiciaire moyen supérieur à 2 100 € par an tout en leur assurant une revalorisation massive de leurs régimes indemnitaires.

La DGFIP est le réservoir des suppressions d'emplois dans la fonction publique d'État depuis des années. Nous subissons restructurations, réorganisations et bouleversement de nos missions sans relâche. Il est grand temps de prendre en considération notre conscience professionnelle et notre technicité. Une plus-value bien méprisée par nos responsables administratifs et politiques mais sans laquelle la DGFIP n'aurait plus la capacité de rendre le service public encore aujourd'hui attendu de nos concitoyens et de nos élus.